

Développements Internationaux

L'épidémie de Covid-19 touche une grande majorité des pays et la quasi-totalité des économies avancées. Les mesures d'endiguement de sa propagation paralysent de larges pans de l'activité économique. Pour bon nombre de pays, les indicateurs à haute fréquence témoignent déjà des conséquences des mesures de confinement des populations : la consommation d'électricité baisse de 10 à 30 % dans les pays avancés et la fréquentation des lieux publics chute de 60 à 80 %, notamment en Europe. À l'aide de méthodes d'estimation relativement proches de celles utilisées pour la France dans ce Point de conjoncture et celui du 26 mars, mais néanmoins sans utiliser les données haute fréquence de transactions par carte bancaire, divers instituts estiment que la perte d'activité liée au virus Covid-19 serait comprise entre 25 et 35 % selon les pays.

Les indicateurs issus des enquêtes et à haute fréquence témoignent des conséquences du confinement

Afin de lutter contre la propagation du virus Covid-19, les économies avancées ont adopté diverses stratégies. En zone euro par exemple, les principales économies ont décidé l'arrêt de toute activité de production non nécessaire à l'approvisionnement en biens essentiels et le confinement des populations, décision prise le 22 mars en Italie et le 28 mars en Espagne. Des mesures de restriction de l'activité économique de certaines branches, principalement les activités commerciales hors alimentaires et

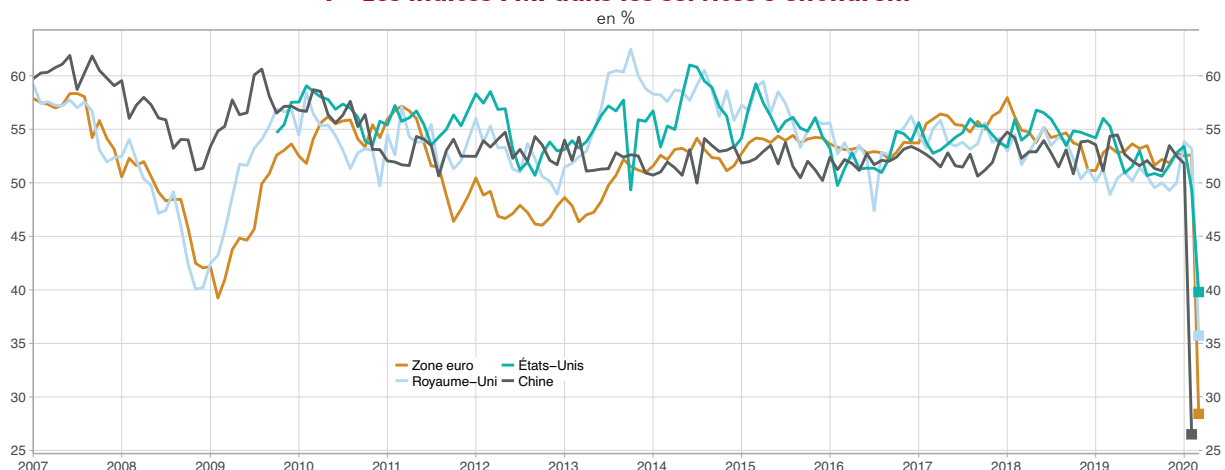
produits de première nécessité, avaient déjà été prises plus tôt dans le mois, le 11 mars en Italie et le 14 mars en Espagne. En Allemagne, les mesures de confinement sont décidées au niveau des régions, à l'échelle fédérale des mesures de restriction des déplacements et des rencontres pénalisent les activités productives. En France, l'ensemble des lieux publics non indispensables à la vie de la population ont fermé dès le 15 mars.

Après la baisse de fréquentation des commerces, restaurants et lieux publics dans les jours précédant et suivant les mesures de confinement, l'indice PMI des services chute brutalement en mars pour l'ensemble des économies avancées, une contraction plus marquée et plus soudaine que lors de la crise de 2007-2008 (*graphique 1*).

Toutefois, cette baisse de l'indice PMI sous-estime probablement la baisse effective d'activité dans la branche des services pour le mois de mars, car le calcul des indices repose sur des données collectées sur une période excluant les derniers jours du mois de mars. Par ailleurs, les données d'enquêtes sont en terre inconnue, face au caractère exceptionnel de la situation économique. Des données à haute fréquence permettent de rendre compte en temps réel des conséquences quantitatives des mesures de confinement (*tableau 1*).

Les transports individuels, les rues et les transports en commun des grandes métropoles sont désertés : selon le site TomTom, le trafic routier dans les principales métropoles des pays avancés a diminué de 30 à 60 %. Les données de Citymapper indiquent une baisse

1 - Les indices PMI dans les services s'effondrent



Source : IMS Markit

Développements internationaux

de la mobilité de près de 80 % dans la plupart des métropoles mondiales (avec beaucoup de salariés en télétravail). Les aéroports fonctionnent également au ralenti, avec des niveaux inférieurs de 30 à 90 % au niveau habituel. Le nombre de vols commerciaux dans le monde a été divisé par 3. La consommation d'électricité a chuté également, avec des baisses de 10 % à 30 %. Enfin, le confinement des populations s'est traduit par une forte baisse de la fréquentation des lieux publics, surtout dans les pays de la zone euro et notamment en France avec une fréquentation en baisse de 77 % en moyenne par rapport à janvier et de 84 % en Italie, baisse la plus forte des économies avancées (tableau 2).

La fermeture des commerces non essentiels, décidée dans de nombreux pays, les difficultés d'approvisionnement et plus largement la baisse de l'activité peuvent entraîner une forte hausse du chômage. À ce titre, les requêtes du terme « chômage » sur le moteur de recherche Google ont fortement augmenté dans la plupart des pays. Elles ont cependant plus rapidement reflué en France que dans les autres pays. En France, les requêtes des internautes pour le dispositif de « chômage partiel » mis en place par le gouvernement contribuent également à cette hausse.

1 – Indicateurs haute fréquence sur les conséquences des mesures de confinement

en %

	Trafic routier	Trafic aérien	Consommation d'électricité	Requête Airbnb sur Google Trend	Fréquentation des cinémas
Allemagne	-31	-78	-7,2	-72,4	-100
Espagne	-33	-90	-10,0	-83,0	-100
Italie	-53	-20	-24,1	-82,2	-100
France	-62	-94	-12,3	-69,7	-100
États-Unis	-50	-55	-5 (-20 dans les États de New York et de Californie)	-52,0	-100
Royaume-Uni	-47	-78	-7,1	-69,0	-99
Japon	-29	-30		-35,0	-70
Chine	-40	-60	-15		-100

Lecture : au cours des cinq derniers jours ouvrés en Allemagne, l'indice de congestion du trafic routier était inférieur de 31 % à la moyenne de l'indice en 2019. Entre le 26 mars et le 2 avril, 78 % des vols ont été annulés en moyenne chaque jour dans les 3 plus grands aéroports allemands. En moyenne sur les sept derniers jours du mois de mars, la consommation d'électricité allemande a été de 7 % inférieure à la consommation moyenne de mars 2019. Le nombre moyen de requêtes « Airbnb » sur Google ces deux dernières semaines a diminué de 72 % par rapport au nombre moyen de requêtes en mars 2019. En Allemagne, la fréquentation des cinémas a totalement disparu fin mars.

Sources : site Tomtom pour le trafic routier dans les principales métropoles, différence moyenne entre le pic habituel du trafic routier (en général 18h) et le pic observé du 26 mars au 2 avril ; site Flightradar24 pour le trafic aérien, ratio du nombre de vols annulés sur le nombre de vols prévus dans les 3 plus grands aéroports du pays entre le 26 mars et le 2 avril ; site de l'US Energy Information Administration (EIA) pour la consommation d'électricité aux États-Unis, différence entre la consommation observée à partir de la date de confinement et la moyenne en mars 2019, données de la plateforme transparency.entso.eu pour la consommation d'électricité dans les pays de l'UE, différence moyenne entre la consommation à 12h les sept derniers jours de mars 2020 et la consommation à 12h en mars 2019, données de Wind pour la Chine ; Google Trends pour Airbnb, écart du nombre de recherches ou de visites sur le site internet Airbnb pendant les deux dernières semaines de mars par rapport à la moyenne de mars 2019 ; site boxofficemojo.com pour la fréquentation des cinémas, dernière fréquentation par rapport à l'année dernière à la même date.

2 – Mobilité des personnes dans les économies avancées (données de Google Maps)

en %

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Royaume-Uni	Etats-Unis	Japon
Commerces (hors alimentaires et pharmacie) et loisirs	-88	-77	-94	-94	-85	-47	-26
Commerce alimentaire et pharmacie	-72	-51	-85	-76	-46	-22	-7
Parcs et jardins	-82	-49	-90	-89	-52	-19	-25
Gares et stations de transport	-87	-68	-87	-88	-75	-51	-41
Bureaux et lieux de travail	-56	-39	-63	-64	-55	-38	-9
Aires résidentielles	+18	11	24	22	+15	+12	+7

Note : comparaison de la fréquentation de différents lieux le 29 mars 2020 par rapport à une situation de référence. Cette situation est donnée par la fréquentation médiane de ces lieux chaque dimanche des 5 semaines allant du 3 janvier au 6 février.

Source : Google Maps.

Les premières estimations des conséquences économiques du confinement sont fortement dépendantes de sa durée totale

L'OCDE¹ par exemple, a estimé la baisse d'activité dans ses pays membres à partir d'hypothèses sectorielles *ad hoc*, à savoir l'arrêt complet de la production de matériels de transport et de services de loisirs ou de divertissement, une activité réduite de 50 % dans la construction et les services aux entreprises et de 75 % dans les autres activités directement affectées par le confinement (commerce de détail, hébergement-restauration, services de transport, immobilier). Au total et selon ces hypothèses, la chute médiane du PIB serait de 25 % dans les pays membres. La baisse serait d'environ 25 % aux États-Unis et en France, d'environ 26 % en Italie et au Royaume-Uni et atteindrait près de 30 % en Allemagne. De plus, les secteurs concernés par le confinement ou l'arrêt de certaines activités (transports, hébergement et restauration, habillement, commerce de détail hors alimentaire...) représentent dans les pays étudiés une part importante de la consommation des ménages (50 % aux États-Unis et environ 45 % en Italie et en Allemagne par exemple). À cela s'ajoutant la perte de revenus et la hausse du chômage, l'ensemble se traduirait par une forte baisse de la consommation. Selon l'OCDE, la baisse de la consommation pourrait être de l'ordre de 30 % aux États-Unis et en France et jusqu'à 35 % en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. Les pays émergents sont également touchés, avec des baisses d'activité qui pourraient aller jusqu'à 5 ou 10 % du PIB en Russie, au Brésil, en Turquie et dans les autres émergents.

Selon une approche similaire à celle de l'OCDE, l'institut Ifo a estimé plusieurs scénarios de baisse d'activité sur la base d'hypothèses sectorielles identiques pour les pays européens.

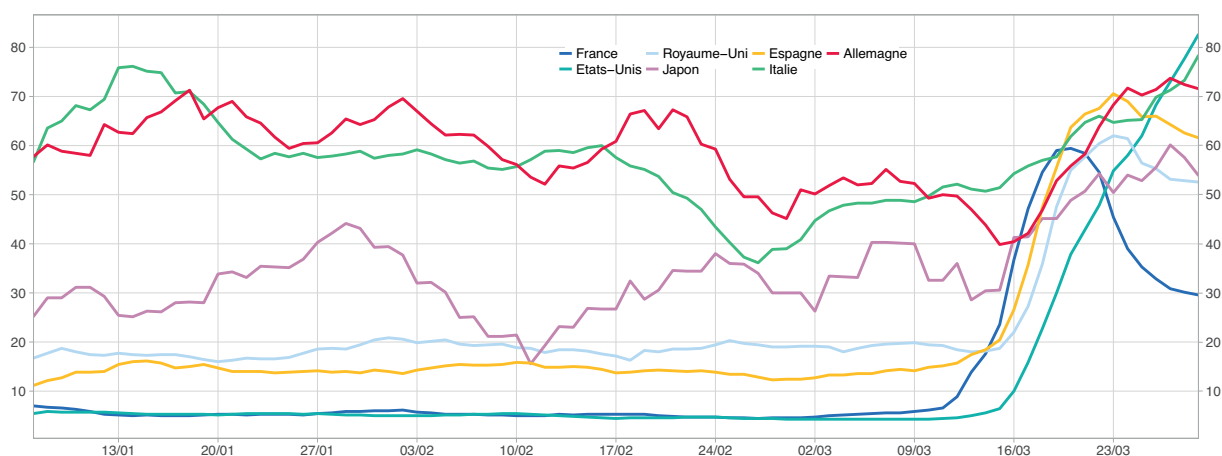
Dans un scénario « optimiste », l'activité dans la branche de la construction se maintiendrait à 80 % contre 50 % dans le scénario pessimiste. L'activité dans les branches de l'industrie hors produits pharmaceutiques et alimentaires se maintiendrait à 20 % dans le premier scénario contre 0 % dans le second. Enfin, les activités commerciales conserveraient une production de 50 % dans les deux scénarios. Ainsi, dans le cas d'un confinement de deux mois, la croissance annuelle du PIB se réduirait de 8 à 13 points de pourcentage en Italie et au Royaume-Uni, de 8 à 14 points en Espagne. En Allemagne, l'institut Ifo a défini les hypothèses sectorielles à partir de ses enquêtes de conjoncture. Dans le cas d'un mois d'arrêt de la production, la perte de valeur ajoutée de l'Allemagne s'élèverait à 35,8 %. Cette estimation demeure relativement proche de celle de l'OCDE.

En Italie, l'institut national de statistique (Istat) a récemment exploité son répertoire des entreprises pour estimer l'effet des mesures prises sur l'activité. La branche de l'industrie italienne perdrait 59 % de son chiffre d'affaires contre 37 % dans les services et 45 % dans le commerce. En termes de valeur ajoutée, l'ensemble de ces activités de production autorisées représente 59 % de la valeur ajoutée totale. Ainsi, le recul de l'activité économique s'établirait au minimum à 41 % par rapport à une situation « normale ». Il s'agirait en effet d'un minorant du recul effectif car les activités encore autorisées ne fonctionnent probablement pas comme en situation normale.

En Espagne, le *think tank* Funcas a estimé un impact trimestriel du Covid-19 avec un recul du PIB de 2,2 % au premier trimestre suivi d'une baisse de 7,7 % au second. Ici, la méthode d'estimation diffère des méthodes évoquées jusqu'à présent car elle repose sur un scénario pour les différents postes de la demande, notamment sur la consommation détaillée par

1. « Evaluating the initial impact of COVID-19 containment measures on economic activity », OCDE, 2020

2 - Forte hausse des recherches Google avec le terme « chômage »



Source : Google Trends. Moyenne mobile 7 jours. Un indice élevé signifie que la proportion de recherches avec le terme « chômage » est significativement plus importante que d'habitude.

poste à l'aide de l'Enquête sur le budget familial et sur les exportations.

Hors zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis, les mesures de confinement ont été prises plus tard, à partir de la dernière semaine de mars. Le Japon n'a pris des mesures drastiques que le 7 avril, mais une forte baisse de la fréquentation des cinémas, restaurants et bars a été observée à partir de février. Peu d'estimations sur l'activité en temps réel sont disponibles.

Au Royaume-Uni, le CEBR (*Centre for Economic and Business Research*) estime la perte quotidienne d'activité due au coronavirus à 31 %, proche des estimations de l'OCDE. Le CEBR utilise des hypothèses sur la perte d'activité à un niveau fin (105 secteurs) puis les agrège, et estime les changements anticipés dans la demande pour les différents produits.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale de New York a construit un indicateur de sentiment économique hebdomadaire : il présente une chute de 4 % pour la semaine se terminant le 21 mars, alors que la plupart des États américains n'avaient pas encore pris des mesures de confinement strictes. Les estimations de ces différents instituts ne prennent cependant pas en compte les données haute fréquence de transaction par cartes bancaires, que l'Insee a pu mobiliser pour son estimation de la perte d'activité économique en France.

Les services marchands constituent une partie importante de l'activité économique des économies avancées hors zone euro : 68 % du PIB des États-Unis en 2018 et presque 80 % du PIB du Royaume-Uni en 2019. Les estimations de la croissance pour le deuxième trimestre aux États-Unis varient entre -9 et -40 % en rythme annualisé, l'OCDE estimant une baisse de 25 %.

Les conséquences sur l'emploi sont déjà visibles aux États-Unis : 701 000 emplois ont été détruits en mars selon le *Bureau of Labor Statistics* et près de 10 millions d'Américains se sont inscrits à

l'assurance-chômage du 15 au 28 mars selon le Département d'Etat du Travail : les pertes d'emploi sont plus élevées en deux semaines que pendant toute la durée de la crise de 2007-2009 et pourraient déjà se traduire par un taux de chômage d'au moins 12 %. Mais selon plusieurs économistes ces données sont encore sous-estimées. Jusqu'à 40% des emplois, surtout dans les services, seraient menacés par la crise du coronavirus. Selon *Goldman Sachs* et *Oxford Economics*, les pertes d'emploi aux États-Unis pourraient atteindre ou dépasser 20 millions, se traduisant par un taux de chômage entre 12 % et 20 %. La Réserve fédérale de Saint-Louis craint même une hausse du taux de chômage jusqu'à 30 %. Au Royaume-Uni, près d'un million de personnes ont sollicité le bénéfice de la prestation sociale universelle, soit une hausse potentielle du chômage à 7 %, pouvant selon *Capital Economics* atteindre 10 % d'ici mi-avril, un niveau inédit depuis 26 ans.

Enfin, les données conjoncturelles provenant de Chine fournissent des éléments de comparaison et quelques perspectives pour le pays qui a connu le confinement le plus précoce et a déjà sensiblement mais prudemment relâché certaines restrictions sur l'activité. Selon une étude de *Quantcube* (11 mars 2020), le trafic maritime chinois a chuté de 30 % à 35 % et le trafic aérien a été divisé par 5, voire totalement interrompu à Wuhan, l'indice d'ouverture d'offres d'emploi a baissé de 25 %. Selon le site *Wind*, la consommation de charbon des principaux producteurs d'électricité a baissé de 20 à 40 % par rapport au niveau un an auparavant, et ce pendant un mois. Selon le Service économique régional de Pékin de la Direction générale du Trésor, le taux de reprise dans les principales villes et provinces chinoises atteignait environ 40 % au 3 mars, et environ 70 % le 24 mars. Ces éléments suggèrent une forte baisse de l'activité économique (industrie et services) chinoise au premier trimestre, jusqu'à -10, voire -20 %. ■

Bibliographie

OCDE (2020), « Evaluating the initial impact of Covid-19 containment measures on economic activity », 2020.

Center for Economic and Business Research (CEBR), « As the UK remains in lockdown, Government may need to target more support at manufacturing sector », 6 avril 2020.

Quantcube Technology (2020), Les impacts du Covid-19 sur l'économie, 13 mars 2020.

J. Bouissou, V. Malécot, D. Papin, E. Dedier, X. Laborde et A. Lagadec, (2020) « Coronavirus : le mois où l'économie chinoise s'est arrêtée », *Le Monde et Quantcube Technology*, lemonde.fr, 11 mars 2020.

Funcas, Cuadernos de Informacion Economica,(2020) « Covid-19, la hora de la politica economica », mars-avril 2020.

Istat, (2020) « Conversione in legge del decreto-legge 17 marzo 2020, n. 18 », 25 mars 2020.

Institut Ifo, Florian Dorn et al. (2020) « The economic costs of Corona shutdown for Germany : a scenario calculation », 22 mars 2020.

Institut Ifo, Florian Dorn et al. (2020) « The Economic Costs of the Coronavirus Shutdown for Selected European Countries: A Scenario Calculation », 1^{er} avril 2020. ■